

<https://ricochets.cc/Mafia-d-Etat-et-mafia-gouvernementale-meme-combat-8093.html>



Mafia d'Etat et mafia gouvernementale, même combat

- Les Articles -



Date de mise en ligne : dimanche 12 janvier 2025

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

L'Etat étant une forme d'organisation sociale [née de la violence et de la guerre](#), et qui utilise la violence et la guerre pour continuer à s'imposer et à se perpétuer, il n'est pas étonnant que les budgets militaires et policiers soient maintenus à des niveaux très élevés.

Dans ce régime étatique de crime organisé, rien d'étonnant à ce que des agents étatiques magouillent et se gavent, grenouillent d'une fonction à une autre pour servir toujours les mêmes intérêts, les leurs et ceux de leurs clans.

- ▶ Exemples avec le clan macroniste :



Mafia d'Etat et mafia gouvernementale, même combat

Armement et argent public : petits arrangements entre amis

Corruption dans le service qui gère les commandes du Ministère de l'Intérieur

Sur Contre Attaque, nous évoquons régulièrement les commandes d'armement du ministère de l'Intérieur : ces achats sont publics et consultables sur le site du Bulletin officiel des annonces des marchés publics - BOAMP.

En novembre 2022, juste après l'élection de Macron, ce ministère lançait un énorme appel d'offres pour l'achat de munitions policières : 38 millions d'euros de budget, ce qui équivaut à plusieurs millions de grenades.

En 2021, il commandait 90 nouveaux blindés répondant au doux nom de « Centaure », aujourd'hui déployés en Kanaky et contre les luttes écologistes. Coût total de l'opération : 70 millions d'euros. En 2023, il achetait pour 4,88 millions d'euros de matraques télescopiques en métal. En 2024, le journal Politis a révélé que l'Intérieur s'est doté d'une nouvelle arme qui permet de tirer 12 grenades lacrymogènes en un seul tir. Le Ministère a aussi lancé un appel d'offres pour acheter pour 27 millions d'euros de grenades de désencerclement il y a quelques semaines.

Derrière ces achats faramineux d'armes destinées à terroriser et blesser la population, il y a des fonctionnaires et des intermédiaires. Et justement, Médiapart vient de dévoiler qu'une enquête judiciaire du

Parquet national financier (PNF) vise ce service du Ministère de l'Intérieur, pour des soupçons de corruption, notamment au cours de l'année 2022.

Conséquence de cette enquête, le général de gendarmerie Xavier Lejeune, un pilier du service chargé des commandes d'équipements pour la gendarmerie et la police, a été suspendu en 2023. Il avait été nommé à ce poste au sein de la sous-direction de la logistique et de l'approvisionnement depuis 2019, donc depuis les Gilets Jaunes. Ce militaire a été placé en garde à vue et son bureau du ministère perquisitionné dans le cadre de l'enquête. C'est donc sous sa responsabilité qu'ont été passées quasiment toutes les commandes énumérées précédemment.

Les faits sont tellement sérieux que, malgré un recours de Xavier Lejeune contre sa suspension, le Conseil d'État a considéré que « la gravité et la vraisemblance des faits [reprochés] et des inconvénients que présente le maintien de l'intéressé dans ses fonctions » justifiaient la sanction.

L'enquête se penche en particulier sur un business de sérigraphie de véhicules de la gendarmerie, qui a été attribué à une entreprise francilienne. Cette structure, qui a donc bénéficié d'argent public pour floquer les véhicules, est dirigée par un homme qui a « officié dans un curieux mélange des genres » explique Médiapart. Cet homme prénommé Gérard a été consultant auprès de la direction générale de la gendarmerie pour l'aider dans sa politique d'achat. **On remarque sans ambiguïté le souci d'indépendance : comment un patron qui bénéficie des achats de la gendarmerie pourrait-il être chargé de conseiller le Ministère sur ses achats de façon neutre ?**

En 2018, le Ministère lui a également donné pour mission de rédiger un dossier sur les « possibilités d'équipement des forces de la gendarmerie avec des matériels militaires déclassés ». Un rapport jamais rendu.

Selon Médiapart, ce patron bénéficie d'un « important tissu de relations au sein du ministère de l'intérieur, où il est connu pour être l'organisateur de tournois de golf pour policiers et militaires », et il est aussi proche du cercle présidentiel, puisqu'il revendiquait dès 2017 avoir accès à l'entourage direct de Macron.

Pourtant cet homme, qui sert d'intermédiaire pour l'achat de fournitures aux forces de l'ordre, a été condamné en 2011 à six mois d'emprisonnement avec sursis et 50.000 euros d'amende pour trafic d'influence dans le cadre d'un contrat auprès du ministère de la défense - 120 millions d'euros - qu'il a obtenu au profit d'une filiale du groupe Thales - firme de marchands de canon, qui arme notamment Israël.

Toujours selon Médiapart, ce chef d'entreprise, franc maçon, bénéficiait à travers ce réseau de liens occultes avec la Direction Générale de l'Armement, qui s'occupe justement des achats pour l'armée française. Des amitiés qui valent de l'or. **Ce CV chargé et cette condamnation en justice passée ne l'ont pas pourtant empêché de travailler auprès du Ministère de l'Intérieur pour la fourniture de matériel de répression. Ni de décrocher un contrat.**

Gestion clanique du pouvoir, arnaqueurs chargés du matériel répressif, tournois de golf entre affairistes et policiers : bienvenue dans la République en Moonwalk.

► source et liens : <https://contre-attaque.net/2025/01/05/armement-et-argent-public-petits-arrangements-entre-amis/>



Mafia d'Etat et mafia gouvernementale, même combat

Mélange des genres au coeur de l'État répressif

Agnès Thibault-Lecuivre joue aux chaises musicales entre la police, l'IGPN et le Ministère de la Justice

La séparation des pouvoirs ? Un lointain souvenir. La preuve avec Gérald Darmanin, qui passe du Ministère de l'Intérieur à celui de la Justice, alors même qu'il a été visé par des enquêtes pour violences sexuelles et qu'il prend partie pour Marine Le Pen dans le cadre d'un procès en cours.

Ce mélange crapuleux ne concerne pas que les Ministres, mais toute la chaîne de commandement. Si l'on vous dit qu'une fonctionnaire a été tour à tour payée par une entreprise privée, puis porte-parole du Ministère de la Justice, directrice de la Police des Polices et enfin membre du cabinet personnel de Darmanin, vous voyez le problème ? Évidemment. Mais pas les macronistes.

La magistrate Agnès Thibault-Lecuivre, 44 ans, vient d'être nommée directrice de cabinet de Darmanin, alors qu'elle était jusqu'ici à la tête de l'IGPN, l'Inspection générale de la police nationale, la police des polices, quand lui-même était Ministre de l'Intérieur.

En fait, cette magistrate a toujours marché dans les pas de Darmanin, qui l'a placée aux postes clés dont il avait besoin. Elle était déjà dans son cabinet quand il était à l'Intérieur, avant de faire un tour dans une boîte privée de conseil - où elle se spécialise dans la « communication de crise », une formation utile quand on travaille avec Darmanin qui passe son temps à mentir comme un arracheur de dents - puis à la tête de l'IGPN, nommée par son mentor.

Rendez-vous compte : en quelques années, une vassale de Darmanin, qui lui est totalement subordonnée, a été successivement dans le cercle de commandement de la police française avant d'être chargée d'enquêter sur elle. Et la même personne est désormais chargée de la politique pénale de la France. Avec une telle confusion, il est parfaitement logique que la police bénéficie d'une impunité totale et assumée.

Prenons le cas des Gilets Jaunes : alors que des milliers de vidéos attestent de violences policières atroces, qu'il y a des témoins à profusion, des preuves et des procédures judiciaires, les chiffres sont accablants : sur 456 enquêtes judiciaires suite à des plaintes pour violences policières, 70% ont été classées sans suite après des enquêtes bâclées de l'IGPN, et la quasi totalité n'a jamais abouti. On peut dire bravo à Agnès Thibault-Lecuivre, qui a été d'une efficacité redoutable.

Autre affaire, celle de Steve, noyé à Nantes le soir de la fête de la musique en 2019 à cause d'une charge policière. Non seulement le commissaire responsable de ce décès n'a pas été condamné, mais il a bénéficié d'une promotion ! Logique : avec le réseau de Darmanin, on peut à la fois couvrir les responsables - avec l'IGPN - et leur faire des cadeaux - en offrant de bons postes au sein de l'appareil policier. C'est du circuit court.

Ce mélange consanguin est courant : Frédéric Veaux qui était jusqu'en 2024 Directeur Général de la Police Nationale, c'est-à-dire patron de tous les policiers de France, est marié à Véronique Malbec, qui a été procureure à Rennes et à Versailles, puis secrétaire générale du ministère de la Justice et directrice de cabinet du ministère, sous les ordres de Dupont-Moretti.

Quand ce sont littéralement les mêmes personnes ou petits cercles qui sont à la fois au pouvoir et qui sont chargées de contrôler les potentiels abus du pouvoir, cela s'appelle un régime autoritaire

En février 2022, celle-ci était nommée par le clan Macron pour siéger au Conseil Constitutionnel, l'instance chargée de veiller au respect de la Constitution et du principe de séparation des pouvoirs. C'est le Conseil Constitutionnel qui a notamment validé la réforme des retraites en avril 2023, alors que la loi avait été imposée par 49-3 en violant tous les principes démocratiques.

Bref, quand Frédéric et ses hommes commettaient des violences policières ou que Macron outrepassait ses droits, il n'y a aucune chance que la justice et les instances de contrôle s'y opposent. Pas plus qu'avec une Agnès Thibault-Lecuivre qui passe de l'IGPN à la justice et à la police. Quand ce sont littéralement les mêmes personnes ou petits cercles qui sont à la fois au pouvoir et qui sont chargées de contrôler les potentiels abus du pouvoir, cela s'appelle un régime autoritaire.

Le lien entre institutions policière et judiciaire, théoriquement indépendantes l'une de l'autre, est désormais de l'ordre du lien conjugal ou amical.

► source et liens : <https://contre-attaque.net/2025/01/05/melange-des-genres-au-coeur-de-letat-repressif/>

Post-scriptum :

En conclusion : se rebeller en grand pour remplacer l'Etat et le gouvernement par des fédérations de mini territoires en démocratie directe est nécessaire, et va avec la sortie du capitalisme et de tout régime productiviste d'accumulation de puissance et de pouvoir.

Au lieu de vouloir réformer l'Etat (ou le technocapitalisme) ou d'espérer le confier à de « meilleures mains », l'abolir et faire tout autre chose. Ca devrait être la base de tout projet de rupture sérieux du côté de la gauche.